



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Front national

Question au Gouvernement n° 2660

Texte de la question

STIGMATISATION DU FRONT NATIONAL

M. le président. La parole est à Mme Marion Maréchal-Le Pen, au titre des députés non-inscrits.

Mme Marion Maréchal-Le Pen. Monsieur le Premier ministre, à mesure que la date des élections départementales approche, vos prises de parole obsessionnelles et celles de vos amis du PS se font de plus en plus injurieuses à l'égard des électeurs du Front national et de leurs candidats. Quelle image de votre fonction pensez-vous donner, vous qui êtes censé être le Premier ministre de tous les Français et qui allez soutenir les candidats PS aux frais de la princesse ?

M. Bruno Le Roux. Vous êtes des fraudeurs !

Mme Marion Maréchal-Le Pen. Vous qui étalez votre angoisse – l'angoisse de perdre votre mandat – alors que vous devriez vous soucier de l'angoisse de nos agriculteurs, balayés par la concurrence déloyale et les dérèglementations européennes, de l'angoisse de nos artisans et commerçants, asphyxiés par les charges et victimes des dysfonctionnements du RSI, de l'angoisse de nos retraités, dont vous avez augmenté les impôts, de l'angoisse de notre pays, qui voit monter le communautarisme et l'islamisme, de l'angoisse de nos 5,5 millions de chômeurs, sans compter les territoires d'outre-mer, qui n'ont aucune perspective d'avenir.

M. Jean-Claude Perez. Et vos assistants au Parlement européen ?

Mme Marion Maréchal-Le Pen. Gardez donc votre mépris crétin (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*) et vos leçons de république pour votre propre parti qui, en moins de trois ans, a oscillé entre phobie administrative et faux diplômes – sans doute Cambadélis a-t-il trouvé le sien au fond de sa poubelle –, entre comptes en Suisse et prises illégales d'intérêt.

Ce n'est pas du Front national que sont issus les Cahuzac, les Sylvie Andrieux, les Kader Arif, et tant d'autres qui ont volé les Français. Au nom de la République, vous revendiquez la stigmatisation de Marine Le Pen et de 30 % des électeurs français, quand vous condamnez toutes les autres formes d'amalgame et de stigmatisation.

« Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice » disait Montesquieu. Doit-on s'attendre, monsieur le Premier ministre, à d'autres mesures d'exception à l'égard de notre mouvement ? Quand comptez-vous enfin vous occuper des angoisses des Français plutôt que du sort de votre parti qui, je l'espère, se fracassera sur les urnes à la fin du mois ?

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame Maréchal-Le Pen, s'il fallait résumer en deux minutes l'outrance, la démagogie et le vrai visage de l'extrême-droite, vous venez de le faire parfaitement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.*) L'insulte, la calomnie, c'est ce qui fonde votre parti !

Oui, je mène campagne. Je suis chef du Gouvernement et je mène campagne dans le cadre de ces élections départementales, dans le strict respect, comme il se doit, des lois de mon pays. Je mène campagne parce que cette élection est un rendez-vous important pour les Français.

D'abord, pour les conseils départementaux, car, comme cela a été rappelé, leurs compétences (*Exclamations sur quelques bancs du groupe UMP*), au-delà de nos débats, sont importantes pour la vie des Français.

Je mène campagne, car une réforme importante a été mise en œuvre, avec un nouveau mode de scrutin, un nouveau découpage, de nouvelles circonscriptions. Une révolution tout à fait particulière va se produire, que je veux souligner une nouvelle fois car il s'agit bien de passer des discours aux actes : le 29 mars prochain, 2 000 femmes seront élues dans nos conseils départementaux, alors qu'elles ne représentent aujourd'hui que 13 % de leurs effectifs. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.*)

Je mène campagne, car je pense qu'après les événements que nous avons connus, madame, il est important que chacun puisse se rendre compte que si voter est un droit, c'est aussi un devoir. Personne ne peut rester indifférent, deux mois après que notre démocratie a été attaquée. Chaque Français, en quelque sorte, est mis devant ses responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.*)

Oui, madame, je mène campagne contre l'extrême droite. Car dans le débat politique, il est toujours important qu'une alternative existe, qu'il y ait une droite, une gauche, un camp conservateur, un camp du progrès (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et que chacun puisse porter ses propositions. C'est la vie de notre démocratie, et c'est ainsi.

Mais à partir du moment où l'extrême-droite a réalisé le score de 25 % aux élections européennes, à partir du moment où les enquêtes d'opinion vous donnent 30 % aux prochaines élections départementales, je considère que, pour l'image de mon pays, pour notre démocratie, cela représente un véritable danger.

Ma responsabilité, celle aussi de tous les républicains, est de faire en sorte que cela ne soit pas possible. Je ne veux pas que le 22 mars, ce pays, mon pays, ma France, se réveille avec la gueule de bois !

Vos candidats sont des dizaines, madame, à tenir des propos antisémites, racistes, homophobes, sexistes (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste*) et à s'en prendre à des ministres de la République. Voulez-vous que je vous en donne la liste ? Non, ce ne sont pas, madame, des cas isolés ; ce sont des cas graves et vous le saviez parfaitement : ce sont des récidivistes.

Alors, face à cela, madame, oui, je mène campagne. Et je mènerai toujours campagne lorsqu'il s'agira de la France et des valeurs de la République. Je ne confonds pas, madame, les électeurs du Front national, les Français, avec vous. Je veux leur dire que vous les trompez et que votre politique mènerait la France à la ruine, en la sortant de l'euro, de la politique agricole commune, de l'Union européenne. Oui, il faut dire la vérité aux Français. Vous les trompez, vous trompez les petites gens, vous trompez les ouvriers, vous trompez les agriculteurs, vous trompez ceux qui souffrent ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste et sur certains bancs du groupe GDR.*)

Il est temps qu'il y ait dans ce pays un débat, que l'on déchire le voile, la mascarade qui est la vôtre, que nous affirmions tous, comme je l'ai fait ici le 13 janvier, les valeurs de la République, de la France, que nous rappelions les actes et la politique de mon gouvernement contre la pauvreté, pour l'école, pour les valeurs de la République, pour redresser pays. C'est aussi une réponse à ce que vous portez. Jusqu'au bout, madame, je mènerai campagne pour vous stigmatiser et pour vous dire que vous n'êtes ni la République ni la France ! (*Mmes et MM. les députés des groupes SRC, RRDP et écologiste se lèvent et applaudissent.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marion Maréchal-Le Pen](#)

Circonscription : Vaucluse (3^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2660

Rubrique : Partis et mouvements politiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 mars 2015](#)